

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022
Modalités de Contrôle des Connaissances et des Aptitudes
Des masters de Droit,
Mentions « droit des assurances », « droit bancaire et financier »,
« droit public », « droit privé », et « droit de la santé ».

Textes de références :

- *Code de l'éducation*
- *Arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes de licence, de licence professionnelle et de master*
- *arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme de licence avec les mentions du diplôme national de master*
- *arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de Master*
- *modalités de contrôle des connaissances générales à l'université du Maine, validées en CFVU du 01/07/2021*

ARTICLE 1 : ADMISSION

Comme prévu dans les MCC générales de l'université, le redoublement de la 1^{ère} année de master n'est pas autorisé. A titre exceptionnel et au vu des éléments justificatifs apportés par l'étudiant, le responsable peut accepter le redoublement de la 1^{ère} année de Master. En 2^{ème} année de master, le redoublement n'est pas autorisé sauf circonstances très exceptionnelles appréciées souverainement par le responsable de formation.

Les étudiants ayant validé un M1 dans un autre établissement, restent soumis à examen de dossier et commission d'équivalence pour intégration d'un master 2.

ARTICLE 2 : ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS

Les enseignements sont organisés sous forme d'unités d'enseignement semestrielles capitalisables affectées de coefficients et de points E.C.T.S. conformément aux tableaux annexes disponibles à la scolarité.

ARTICLE 3 : ASSIDUITÉ

1) Première année de Master

L'assistance aux travaux dirigés est obligatoire.

L'étudiant justifiant d'une situation prévue à l'article 13 des présentes MCC peut être autorisé par ces derniers à ne pas assister à toutes les séances de T.D. La demande de dispense d'assiduité doit être présentée dès la connaissance par l'étudiant des circonstances susceptibles de la justifier. Cette dispense d'assiduité n'exonère pas l'étudiant de l'obligation de passer les épreuves de contrôle continu.

Une dispense de contrôle continu peut être proposée par le Doyen ou le Vice-Doyen en fonction des situations. Dans ce cas, la note finale de l'Unité est composée de la seule note d'examen terminal.

2) Deuxième année de Master

L'assistance à l'ensemble des cours est obligatoire, sauf pour les étudiants dispensés d'assiduité, dans le cadre défini par leur dispense.

ARTICLE 4 : AMÉNAGEMENTS PARTICULIERS

Des aménagements particuliers peuvent être accordés à certains étudiants conformément aux termes de l'article 12 de l'arrêté du 30 juillet 2018 :

*« Dans le cadre défini par la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique ou, à défaut, de l'instance en tenant lieu, l'établissement concilie les besoins spécifiques des étudiants avec le déroulement de leurs études. A ce titre, il fixe les modalités pédagogiques spéciales applicables notamment aux étudiants salariés qui justifient d'une activité professionnelle **d'au moins 10 heures** par semaine en moyenne, aux femmes enceintes, aux étudiants chargés de famille, aux étudiants engagés dans plusieurs cursus, aux étudiants en situation de handicap, aux étudiants à besoins éducatifs particuliers, aux étudiants en situation de longue maladie, aux étudiants entrepreneurs, aux artistes et sportifs de haut niveau et aux étudiants exerçant les activités mentionnées à [l'article L. 611-11 du code de l'éducation](#). Ces modalités pédagogiques spéciales portent, en fonction des besoins, sur l'emploi du temps, les modalités de contrôle des connaissances et des compétences, la durée du cursus d'études ou peuvent prendre toute autre forme définie par les établissements qui peuvent, en particulier, avoir recours à l'enseignement à distance et aux technologies numériques. Pour les étudiants de licence, ces aménagements sont intégrés au contrat pédagogique pour la réussite étudiante qui peut comporter des stipulations plus favorables que les dispositions du présent article, afin de favoriser la réussite des étudiants au début de leurs études supérieures. ».*

En cas d'incompatibilité entre son emploi du temps à l'université et son emploi du temps professionnel, son engagement associatif, son inscription dans une deuxième formation, un étudiant pourra solliciter auprès du Directeur de sa composante une dispense d'assiduité partielle ou totale, sur demande effectuée au plus tard un mois après le début de chaque semestre. Les étudiants qui deviennent salariés en cours d'année peuvent en faire la demande tout au long de l'année.

ARTICLE 5 : VALIDATION, CAPITALISATION ET COMPENSATION DES SEMESTRES

Chaque semestre est validé et définitivement acquis lorsque l'étudiant a obtenu la moyenne générale compensée, calculée sur l'ensemble des unités d'enseignement, compte tenu des coefficients dont elles sont affectées. Cette moyenne doit être supérieure ou égale à dix sur vingt.

La validation d'un semestre est affectée de 30 ECTS quelle que soit la modalité de validation.

La validation des deux semestres de première année de master (par acquisition de chacun ou par compensation) permet d'obtenir le diplôme intermédiaire de maîtrise et d'être candidat pour accéder à la deuxième année de master. La validation des deux semestres de la deuxième année de master, semestres 3 et 4 (par acquisition de chacun ou par compensation entre ces deux semestres) donne droit à la délivrance du diplôme de master.

ARTICLE 6 : NATURE DES EXAMENS

1. Première année de Master

Le contrôle des connaissances et des aptitudes organisé pour l'obtention de la première année de Master comporte des épreuves écrites et des épreuves orales. Dans chaque unité d'enseignement, le contrôle des connaissances et des aptitudes prend la forme soit d'un contrôle continu, soit d'un examen terminal, soit de ces deux modes de contrôle combinés.

Les modalités de contrôle retenues dans chaque unité d'enseignement figurent aux tableaux annexes susvisés.

Le contrôle continu est constitué par les divers travaux écrits ou oraux effectués par l'étudiant dans le cadre des travaux dirigés (T.D.). Pour chaque matière comportant des T.D., la note de contrôle continu est la note moyenne semestrielle de T.D. obtenue au titre de ces divers travaux. Sauf disposition contraire, elle vaut pour les deux sessions d'examen prévues à l'article 4.

2. Deuxième année de Master

Le contrôle des connaissances et des aptitudes organisé pour l'obtention des Masters mention « Droit des assurances », « Droit bancaire et financier », « Droit privé » et « Droit public » comporte des épreuves écrites et des épreuves orales.

Les modalités de contrôle retenues dans chaque unité d'enseignement figurent aux tableaux annexes susvisés.

3. Modalités spécifiques des examens pour la deuxième année du Master mention « Droit bancaire et financier »

Les Conférences des experts ne font pas l'objet d'un examen propre. Pour autant, elles constituent une culture juridique et financière importante et nécessaire. A ce titre, leur contenu peut faire l'objet d'une interrogation lors des épreuves de soutenances de mémoire, de Grand Oral et/ou lors des épreuves écrites des UE de droit bancaire et/ou de droit des marchés financiers.

Un Grand Oral est organisé en fin de second semestre pour les matières de droit des financements structurés et de droit des marchés financiers. Par souci de cohérence pédagogique, le programme de révision s'entend aussi des matières de droit bancaire approfondi et de droit boursier et des sociétés cotées. Cet examen donne lieu à une note pour chaque matière à savoir le droit des financements structurés et de droit des marchés financiers.

Le jury du Grand Oral est composé de chaque enseignant des matières concernées.

ARTICLE 7 : SESSIONS D'EXAMEN

L'inscription aux examens est impérative pour l'ensemble des épreuves de diplômes auxquels l'étudiant postule. Elle est réalisée à travers l'inscription pédagogique. Tout renoncement à passer les examens devra être notifié à la scolarité.

Tant en Master 1 qu'en Master 2, la seconde session de contrôle des connaissances et des aptitudes n'est pas de droit. La présentation d'un étudiant à une seconde session est soumise à dérogation du responsable de formation.

L'inscription aux épreuves présentées est alors obligatoire. Le défaut d'inscription ne permettra pas à l'étudiant de composer aux épreuves. L'étudiant ne sera pas dans l'obligation de repasser en seconde session toutes les épreuves auxquelles il n'a pas eu la moyenne. En cas de non inscription à une épreuve, la note de 1e session sera conservée. S'il s'inscrit à l'épreuve, la meilleure des deux notes sera prise en compte.

ARTICLE 8 : CONVOCATIONS

Les dates et lieux des épreuves figurent sur les emplois du temps sur internet. Cet affichage vaut convocation.

ARTICLE 9 : ABSENCE AUX EXAMENS

Il appartient à chaque étudiant de justifier, par tous les moyens, auprès des services de la scolarité, son absence en cours ou lors d'un examen. Une absence non justifiée à un examen entraîne la note de « 0 ».

La justification d'une absence à une épreuve d'examen continu ou terminal doit se faire dans les soixante-douze (72) heures, par la communication d'un certificat médical établi par un médecin assermenté, un certificat d'hospitalisation d'une durée supérieure à vingt-quatre heures ou tout autre élément permettant de justifier l'absence. Tout étudiant convaincu d'avoir produit des certificats médicaux de complaisance ou de faux certificats médicaux sera traduit devant la Section Disciplinaire de l'Université.

Les éléments fournis feront l'objet d'une étude par la commission ad hoc qui décidera souverainement de la suite à envisager. La commission peut proposer, à titre exceptionnel, une session de remplacement. Les épreuves qui s'y rapportent ne pourront être organisées que préalablement aux réunions de jurys du semestre concerné.

ARTICLE 10 : DÉROULEMENT DES EXAMENS

Les examens terminaux oraux sont publics.

Les étudiants doivent se présenter aux examens ¼ heure avant le début de l'épreuve muni de leur carte d'étudiant. Ils doivent attendre à l'extérieur de la salle, l'arrivée de l'enseignant ou du surveillant.

ARTICLE 11 : MENTIONS

Les mentions Assez Bien, Bien et Très Bien sont respectivement attribuées aux étudiants ayant obtenu une moyenne générale égale ou supérieure à 12/20, 14/20 et 16/20.

Ce calcul se fait sur la moyenne générale des deux semestres.

ARTICLE 12 : COMPOSITION DES JURYS

Le jury d'examen est nommé par le Président de l'université, il comprend au moins cinq membres, dont au moins trois enseignants-chercheurs ou enseignants.

Le jury prend les décisions qui lui incombent en toute souveraineté et en toute indépendance à partir de l'ensemble des résultats obtenus par chaque candidat lors de l'examen, le cas échéant.

La réunion du jury donne lieu à une délibération qui est obligatoirement sanctionnée par un procès-verbal.

La délibération du jury n'est pas soumise à l'obligation de motivation.

Toute contestation doit être formulée par écrit et adressée au président du jury dans un délai de 2 mois à compter de la publication des résultats. L'intéressé dispose également dans les mêmes délais, d'une possibilité de recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes. Cependant, il est rappelé que les étudiants ne peuvent pas remettre en cause le pouvoir souverain d'appréciation du jury sur la valeur de leurs prestations aux examens (Conseil d'Etat, 17 juin 2015, Mme Bereza, n°253800).

ARTICLE 13 : CONSULTATION DES COPIES

L'étudiant dispose, à peine de forclusion, d'un délai de deux jours ouvrables à compter de la proclamation des résultats pour solliciter auprès du service des examens la consultation de sa copie. Cette consultation est organisée dans un délai raisonnable par l'enseignant responsable de la matière ou, en cas d'impossibilité, par un enseignant désigné par le doyen ou le vice-doyen de la faculté de droit, de sciences économiques et de gestion.

ARTICLE 14 : INFORMATIONS

Les informations et explications relatives au contrôle des connaissances et des aptitudes ne sont jamais données par téléphone. Elles sont fournies uniquement :

- sur place,
- à l'étudiant lui-même, muni du présent règlement qui lui est distribué en début d'année, et à nulle autre personne.

ARTICLE 15 : ÉTUDES À L'ÉTRANGER EN MASTER 1

Le diplôme intermédiaire de Maîtrise peut être délivré à des étudiants partis poursuivre leurs études dans une Université étrangère, sous réserve que ladite formation ait fait l'objet d'un accord *ad hoc* entre les autorités compétentes des deux établissements et l'étudiant concerné.

L'étudiant en mobilité remplit un Contrat d'Études détaillant les matières suivies à l'étranger. Ce contrat fixe les enseignements que l'étudiant devra suivre dans l'université d'accueil.

Ce contrat doit être approuvé et signé par le responsable des relations internationales de l'UFR.

Les résultats obtenus à l'étranger sont soumis à la commission pédagogique de validation au titre de la première session, conformément à la grille de conversion en vigueur sur l'établissement. L'étudiant obtiendra le diplôme de l'Université du Mans.

ARTICLE 16 : STAGE OU RAPPORT DE RECHERCHE DE DEUXIÈME ANNÉE DE MASTER

1. Master mention DROIT PRIVE et Master mention DROIT PUBLIC

Les étudiants de deuxième année de Master « Droit privé » et de Master « Droit public » doivent rendre un mémoire de stage ou un mémoire de recherche selon un choix effectué en cours d'année sous le contrôle du responsable de la formation.

Le sujet est arrêté à la suite d'un accord entre le candidat et le maître de stage et après validation du responsable de la formation ou d'un membre de l'équipe pédagogique désigné par lui. Le mémoire constitue une réflexion juridique originale et individuelle de son auteur, et se doit de suivre les conditions de forme imposées par le responsable de la formation ou d'un membre de l'équipe pédagogique habilité par lui. La soutenance a lieu après le stage et au plus tard début septembre devant un jury composé d'au moins un enseignant-chercheur dispensant un enseignement dans le diplôme pour le mémoire de stage et de deux enseignant-chercheurs pour le mémoire de recherche. Les jurys de mémoire sont désignés par le responsable de la formation. Le maître de stage peut être invité à participer au jury.

2. Master mention DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

Les étudiants de deuxième année de Master « Droit bancaire et financier » doivent rendre un mémoire de stage noté sur 20 points (coefficient 1). Le sujet de mémoire est arrêté à la suite d'un accord entre le candidat et le maître de stage et après validation par le responsable de la formation ou de tout membre de l'équipe pédagogique désigné par lui. Le mémoire constitue une réflexion juridique (et non managériale ou commerciale) originale et individuelle de son auteur intéressant le droit bancaire, le droit des sûretés, le droit du financement le droit des marchés financiers, le droit des sociétés. Par ailleurs, les étudiants doivent rendre un rapport de stage. Le sujet du rapport de stage

est arrêté à la suite d'un accord entre le candidat et son maître de stage et après validation du responsable de la spécialité. La soutenance a lieu avant la fin du stage devant un jury composé de deux personnes dont au moins un universitaire enseignant au sein du diplôme. Les jurys de mémoire sont désignés par le responsable de la mention.

3. Master mention DROIT DES ASSURANCES

Les étudiants de deuxième année de master « Droit des assurances » doivent rendre un mémoire composé de deux parties, un rapport de stage relatant leurs activités en entreprise, d'une part, et une réflexion juridique originale et individuelle, d'autre part. Le sujet du mémoire est arrêté à la suite d'un accord entre le candidat et son maître de stage et après validation par le responsable de la formation ou de tout membre de l'équipe pédagogique désigné par lui. Le mémoire se doit de suivre les conditions de forme imposées par le responsable de la formation. La soutenance a lieu après le stage durant le mois de septembre devant un jury composé de l'enseignant référent et, le cas échéant, du maître de stage.

4. Master Mention DROIT DE LA SANTE

Les étudiants de deuxième année du master « Droit de la santé » ayant choisi la voie de l'apprentissage devront rendre un mémoire professionnel dont le sujet sera déterminé par l'étudiant avec le maître d'apprentissage, et devra être validé par le tuteur pédagogique. Ce mémoire professionnel relève non pas d'une présentation descriptive mais d'une réflexion juridique. Elle portera nécessairement sur l'un des enjeux juridiques du droit de la santé et devra être propre à son auteur. Elle a pour vocation à caractériser son aptitude à l'analyse juridique. Le mémoire professionnel donnera lieu à une soutenance devant un jury composé d'au moins deux universitaires. Sans être membre du jury, le maître d'apprentissage sera convié à la soutenance. La composition du jury de soutenance est fixée par le responsable de la formation.

Les étudiants de deuxième année du master « Droit de la santé », ayant choisi la voie de la formation classique pourront opter entre la réalisation d'un stage et d'un mémoire de stage d'une part, ou la réalisation d'un mémoire de recherche d'autre part.

Les étudiants ayant choisi le stage devront rendre un mémoire de stage. Le sujet sera déterminé, en accord avec le maître du stage, et sera validé par le tuteur pédagogique. Ce mémoire donnera lieu, à la fin du stage, à une soutenance. Le jury, fixé par le responsable de la formation, sera composé par le tuteur pédagogique désigné pour le suivi du mémoire, et par un autre universitaire. Le maître du stage, sans faire partie du jury, sera convié à la soutenance. Le mémoire de stage devra démontrer l'aptitude du candidat à l'analyse d'une situation juridique.

Les étudiants ayant choisi le mémoire de recherche devront rendre une analyse juridique, conforme aux exigences de la recherche juridique, menée sur l'année universitaire. Le sujet sera défini en accord avec le responsable de la formation. Ils devront faire la preuve non seulement de leur aptitude à l'analyse juridique mais également de leur capacité à innover dans le domaine juridique. Le mémoire fera l'objet d'une soutenance, en fin d'année universitaire dont le jury sera composé par au moins deux universitaires.

Charte anti-plagiat

Cette charte a été adoptée par le Conseil d'Administration de l'Université, réuni en séance le 25 septembre 2014.

Préambule

L'Université du Maine est engagée contre le plagiat, afin de garantir la qualité de ses diplômes et l'originalité des publications pédagogiques et scientifiques de ses auteurs. Les travaux quels qu'ils soient (devoirs, comptes-rendus, mémoires, thèses, cours, articles...), réalisés aussi bien par les étudiants que par les personnels universitaires doivent toujours avoir pour ambition de produire un savoir inédit et d'offrir une lecture nouvelle et personnelle d'un sujet. La présente charte définit les règles à respecter en la matière, par l'ensemble des étudiants et de ses personnels.

Article 1

Les étudiants et les personnels sont informés que le plagiat constitue la violation la plus grave de l'éthique universitaire. Le plagiat consiste à reproduire un texte, une partie d'un texte, toute production littéraire ou graphique, ou des idées originales d'un auteur, sans lui en reconnaître la paternité, par des guillemets appropriés et par une indication bibliographique convenable.

Article 2

Les étudiants et les personnels ne doivent pas commettre de plagiat dans leurs travaux, quels qu'ils soient (devoirs, comptes-rendus, mémoires, thèses, cours, articles...). Le fait de commettre un plagiat en vue d'obtenir indûment une note, un diplôme ou un grade universitaire est une circonstance aggravante. Le fait de commettre un plagiat dans un document destiné à être publié, mémoire de master ou de thèse, article à paraître dans une revue, est aussi une circonstance aggravante. La reproduction d'une œuvre originale sans le consentement de l'auteur est de plus qualifiée juridiquement de contrefaçon (articles L. 335-2 et L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle).

Article 3

Les étudiants et les personnels doivent citer, en respectant les règles de l'art, les travaux qu'ils utilisent ou reproduisent partiellement. Les reproductions de courts extraits en vue d'illustration, ou à des fins pédagogiques sont en effet autorisées sans nécessité de demander le consentement de l'auteur. Néanmoins, la méthodologie d'un travail universitaire, quel qu'il soit, implique que les emprunts soient clairement identifiés (guillemets) et que le nom de l'auteur et la source de l'extrait

soient mentionnés. Les travaux universitaires ne consistent pas en la reproduction d'une ou de plusieurs sources, mais doivent toujours avoir pour ambition de produire un savoir inédit et d'offrir une lecture nouvelle et personnelle du sujet.

Article 4

L'Université du Maine se réserve le droit de rechercher systématiquement les tentatives de plagiat par l'utilisation d'un logiciel de détection de plagiat. Les étudiants et les personnels s'engagent à communiquer, sur simple demande de l'Université, une version numérique de leur document avant publication, afin de permettre cette détection.

Article 5

Les manquements à la présente chartre sont passibles de sanctions disciplinaires. Les auteurs présumés de plagiat pourront être traduits devant l'autorité ou l'instance détenant le pouvoir disciplinaire. Cette procédure disciplinaire ne présage pas d'éventuelles poursuites judiciaires dans les cas où le plagiat est aussi caractérisé comme étant une contrefaçon.

LES EXAMENS UNIVERSITAIRES : RÈGLEMENT

INSCRIPTION AUX EXAMENS

Pour être inscrit aux examens (écrits et oraux), il faut obligatoirement avoir procédé à une inscription pédagogique, mais également signaler toute modification ultérieure. En conséquence, les étudiants qui ne figurent pas sur les listes d'émargement sont susceptibles de ne pas voir leur note prise en compte.

Pour bénéficier d'un régime spécial (dispense des épreuves de contrôle continu pour les salariés, mères de famille, ou sportifs de haut niveau), il faut en avoir fait la demande en début de semestre auprès de la scolarité.

ACCÈS DANS LES SALLES D'EXAMENS ET REMISE DES COPIES (cf. article 3.5 règlement général de l'université)

Afin que les épreuves commencent à l'heure fixée, il est demandé aux étudiants d'arriver 1/4 d'heure avant le début de l'examen. Chaque étudiant trouvera son numéro de place sur les listes d'affichage apposées aux portes des salles d'examens. Les étudiants sont priés de respecter les places indiquées sous peine de sanction.

Pour se présenter aux examens, chaque étudiant devra **obligatoirement** être muni de sa **carte d'étudiant** qui sera vérifiée. Cette carte devra être ensuite posée sur la table.

Les étudiants entrant en salle d'examen doivent déposer tous documents et effets personnels à l'entrée de ladite salle (sauf documents autorisés, tels qu'ils figurent sur les sujets d'examens).

Les étudiants rempliront la partie supérieure de la première page de la copie double.

Les étudiants fourniront très exactement les renseignements demandés en ce qui concerne la nature de l'épreuve.

Un étudiant ne peut être admis à composer s'il arrive après au moins 1/4 du temps de la durée effective de l'épreuve.

Un étudiant, en retard, mais admis dans le délai ci-dessus référencé, devra remettre sa copie en même temps que les autres candidats. **Aucun temps supplémentaire ne sera accordé.**

Aucun candidat ne pourra quitter la salle d'examen avant au moins 1/4 du temps de la durée effective de l'épreuve.

Il lui sera interdit de pénétrer de nouveau dans la salle d'examen après la remise de sa copie.

Les copies d'examen ou feuilles de brouillon non utilisées seront remises aux surveillants.

L'étudiant remettra sa copie *en main propre*, fût-elle blanche, à un surveillant et signera *ensuite* la liste d'émargement.

SOUS PEINE DE SANCTION POUVANT ALLER JUSQU'AU CONSEIL DE DISCIPLINE, IL EST INTERDIT :

De se servir de documents non autorisés explicitement par une mention figurant sur le sujet d'examen.

De plagier, c'est-à-dire de copier des phrases ou morceaux de phrases tirés d'ouvrages, de corrigés ou de pages web, ou de réaliser toute autre forme de plagiat, quel qu'il soit, la réalisation d'un examen universitaire devant être entièrement personnelle.

D'être en possession d'un téléphone portable, d'un ordinateur, d'une tablette ou/et d'un traducteur électronique, ou de tout objet connecté (comme les montres) y compris lorsqu'ils sont éteints.

De se servir de copies ou de feuilles de brouillon autres que celles fournies par l'administration.
De signer sa copie en dehors de l'emplacement prévu dans la partie supérieure de la première page.
De quitter la salle en emportant des copies d'examen ou des feuilles de brouillon.

De communiquer avec les autres étudiants.